

RAPPORT N° 2023/6-04
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 02 novembre 2023

OBJET : TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DES EMBOUCHURES DES RIVIERES ET RAVINES DE SAINT-DENIS - PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DU FONDS VERT

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

PREAMBULE :

Dans le cadre de l'exercice de la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations sur son territoire, la CINOR souhaite engager des travaux de désensablement des embouchures des rivières et ravines de la commune de Saint-Denis.

Cette opération s'inscrit dans le projet politique de la CINOR visant à conduire une politique de transition écologique. Ces travaux visent à protéger les personnes et les biens situés dans cette zone, face aux inondations.

Il s'agit entre autres d'engager les travaux de réalisation des pistes d'accès, l'extraction et l'étalement des matériaux situés aux embouchures ainsi que la remise en état des sites sur le territoire de la commune de Saint-Denis.

L'enveloppe affectée à cette opération de sécurisation s'élève à 400 000,00 € HT.

Une fois obtenu, ces travaux se feront selon les dispositions de l'arrêté portant une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime.

PLAN DE FINANCEMENT :

Annoncé depuis le mois d'août 2022 par le gouvernement, le fonds Vert ou fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires est une aide qui contribue à améliorer la résilience des territoires face au changement climatique, à préserver les vies humaines et à réduire les dommages écologiques des inondations.

Ce fonds permet de subventionner les actions liées à des opérations sur les études et les travaux de fonctionnement tels que l'entretien courant des ouvrages de protection. Il s'articule autour de trois grands axes et la présente opération s'inscrit dans le dispositif à :

L'AXE 2 dit « Renforcement des aides apportées par les PAPI et appuis financiers aux collectivités, gestionnaires de digues, dans le cadre de la compétence GEMAPI »

Cette opération est donc éligible au titre du Fonds Vert 2023. La CINOR souhaite solliciter une subvention sur la base du plan prévisionnel de financement suivant :

COÛT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION (EN € HT)		PARTICIPATION ETAT « Fonds Vert 2023 »		PARTICIPATION MAITRISE D'OUVRAGE	
		Montant en €HT	Taux %	Montant en €HT	Taux %
TRAVAUX :	400 000,00	200 000, 00	50 %	200 000, 00	50 %

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement prévisionnel pour les travaux relatifs à la réalisation des pistes d'accès, l'extraction et l'étalement des matériaux situés aux embouchures ainsi que la remise en état des sites sur le littoral de la commune de Saint-Denis ;

- m'autoriser à solliciter et à signer la subvention au titre du Fonds Vert 2023 ainsi que tous les actes y afférents.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL

**DECISION N°2023/6-04
du Bureau de la Communauté
en séance du 02 novembre 2023**

OBJET

**TRAVAUX DE DESENSABLEMENT DES EMBOUCHURES DES RIVERES ET DES RAVINES DE SAINT DENIS -
PLAN DE FINANCEMENT ET DEMANDE DE SUBVENTIONS AU TITRE DU FONDS VERT**

Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 22 « Mettre en place un plan de gestion de l'eau pluviale, des rivières et ravines (GEMAPI) » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2023/6-04 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement suivant pour les travaux de désensablement relatifs à la réalisation des pistes d'accès, l'extraction et l'étalement des matériaux situés aux embouchures ainsi que la remise en état des sites sur le littoral de la commune de Saint-Denis ;

COÛT PRÉVISIONNEL DE L'OPÉRATION (EN € HT)		PARTICIPATION ETAT « Fonds Vert 2023 »		PARTICIPATION MAITRISE D'OUVRAGE	
		Montant en €HT	Taux %	Montant en €HT	Taux %
TRAVAUX :	400 000,00	200 000, 00	50 %	200 000, 00	50 %

ARTICLE 2

D'autoriser le Président de la CINOR à solliciter et à signer la subvention au titre du Fonds Vert ainsi que tous les actes y afférents.

Nombre de votants : 13
Suffrages exprimés : 13
Vote pour : 13
Vote contre : 00
Abstention : 01
Ne prend pas part au vote : Geneviève BOMMALAIS

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**